



Les forces armées canadiennes en Afghanistan pour une période indéfinie ?

Par [Richard Dufour](#)

Mondialisation.ca, 09 avril 2007

[WSWS](#) 9 avril 2007

Région : [Le Canada](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Le ministre canadien de la Défense, Gordon O'Connor, a laissé entendre cette semaine que les troupes canadiennes, dépêchées en Afghanistan pour prendre part à la guerre d'occupation lancée par Washington en octobre 2001, pourraient rester dans ce pays pour une période indéterminée.

« Le gouvernement du Canada soutiendra la mission, en paroles et en actes, jusqu'à ce que les progrès en Afghanistan soient irréversibles », a déclaré le ministre lors d'une allocution devant le Conseil des relations internationales de Montréal (CRIM).

Ces propos surviennent alors que le tournant du gouvernement minoritaire conservateur vers une politique militaire agressive - y compris sa décision le printemps dernier de prolonger l'intervention canadienne en Afghanistan jusqu'en 2009 sans tolérer le moindre débat public ou parlementaire - suscite une forte opposition populaire.

Le caractère délibérément vague des propos de O'Connor laisse toute la latitude voulue au gouvernement pour faire fi de tels sentiments et repousser tout échéancier de retrait des 2 300 soldats canadiens actuellement déployés au cœur de l'Asie centrale. Car ce qui constitue un « progrès » en Afghanistan, et l'instant précis où il devient « irréversible », est laissé à l'entière discrétion d'Ottawa. C'est d'ailleurs dans le même esprit que le premier ministre canadien, Stephen Harper, a déjà fait savoir qu'« on ne s'en va pas tant qu'il y a du travail à faire ».

Les conservateurs veulent au même moment garder la population canadienne dans le noir quant à leurs véritables intentions - pour mieux les lui faire avaler. Lorsque des reporters ont interrogé le ministre de la Défense après son allocution pour savoir exactement combien de temps le Canada allait rester en Afghanistan, O'Connor est resté évasif. « Au long de la présente année, nous allons regarder l'état des progrès », a-t-il répondu. « L'an prochain, à un moment ou un autre, le gouvernement aura à prendre une décision. »

Pourquoi les conservateurs cherchent-ils à nier leurs préparatifs fort avancés pour prolonger et intensifier l'action militaire canadienne en Afghanistan ? Il y a d'abord le souci d'éviter, à l'approche d'élections fédérales qui pourraient être déclenchées dès ce printemps, toute controverse sur une question aussi sensible que la guerre. D'un point de vue plus fondamental, cela fait partie des méthodes calquées sur la Maison blanche de Bush et qu'adoptent les forces de la réaction au Canada comme ailleurs : il ne s'agit pas de convaincre la population du bien-fondé d'une politique axée sur l'agression militaire à l'étranger et le démantèlement des programmes sociaux au pays, mais de l'intimider au

moyen du mensonge et de la provocation.

Telle est la fonction essentielle de la « guerre à la terreur » mise de l'avant pour justifier les guerres de conquête et de pillage en Irak et en Afghanistan. O'Connor n'a pas manqué d'y faire référence dans son allocution devant le CRIM lorsqu'il a affirmé que « c'est à cause de la menace continue constituée par les extrémistes que les forces canadiennes demeurent un élément vital de cette mission ». Le même O'Connor disait il y a quelques semaines que la guerre d'agression menée par le Canada en Afghanistan, dans le cadre d'une opération sous égide de l'OTAN, était en guise de « représailles » pour la mort de Canadiens lors des attentats du 11 septembre 2001.

Ce discours vise aussi à justifier une augmentation massive des dépenses militaires. Les Forces canadiennes ont fortement révisé les coûts anticipés de l'intervention afghane, qui sont passés depuis septembre dernier de 3 à 4,3 milliards de dollars pour la période 2001-2009. Cette semaine, par exemple, un comité du cabinet fédéral a autorisé la location d'une vingtaine de chars d'assaut Léopard pour déploiement immédiat en vue de la recrudescence anticipée des attaques contre les forces d'occupation avec la fin du rude hiver afghan.

La glorification du militarisme, toutefois, est loin de bénéficier dans la population en général de l'accueil enthousiaste qu'elle reçoit dans les médias et les milieux politiques officiels, comme en fait foi la débâcle des républicains aux élections législatives américaines de 2006.

O'Connor a cherché par conséquent à peindre l'action militaire canadienne en Asie centrale sous les couleurs du progrès social. À en juger par son récent voyage en Afghanistan, a-t-il confié à son auditoire du CRIM, « une plus grande activité semble régner dans les villages », tandis qu'à Kandahar, la métropole du sud, « il y a maintenant des embouteillages ». Le ministre de la Défense s'est montré particulièrement ravi de l'apparition de panneaux publicitaires : « Cela signifie qu'il se fait du commerce. »

Sans doute conscient de la pauvreté de ses arguments, O'Connor a admis que « nos progrès... semblent lents et différents de ce que nous pourrions accomplir ici au Canada ». Le plus qu'il a pu offrir en terme de changement véritable dans la vie des Afghans a été la construction de nouvelles routes, la réhabilitation d'écoles, et l'alimentation en électricité de 2500 villages. C'est ce qu'il s'est empressé de caractériser comme étant un « retour à la vie normale dans les villes et les villages », sans voir la contradiction fondamentale de son argumentation : si tout va bien maintenant en Afghanistan, pourquoi y maintenir des troupes étrangères, dont canadiennes, pour une période indéterminée ?

Pour une grande majorité de la population, la réalité de la vie en Afghanistan est très différente de l'image de succès que cherche à projeter Ottawa. Comme le note le Conseil de Senlis, un institut qui mène des enquêtes sur l'Afghanistan et a de nombreux observateurs sur le terrain :

« Malgré cinq années d'interventions militaires étrangères à Kandahar et Lashkar Gah, les hôpitaux y demeurent dans un état de délabrement total et sont perçus comme le symbole flagrant du manque de préoccupation de la communauté internationale pour la population afghane ».

La mortalité infantile et la mortalité maternelle à l'accouchement atteignent des niveaux

astronomiques, tandis que les dépenses per capita en matière de santé publique sont quasi nulles. L'espérance de vie en Afghanistan est de 43 ans, comparée à 80 ans au Canada.

Le Conseil de Senlis, qui a un bureau à Ottawa, a produit un rapport portant spécifiquement sur la supposée campagne de « reconstruction » menée par le Canada en Afghanistan. On peut y lire le passage suivant : « Jusqu'à maintenant, la mission canadienne à Kandahar n'a pas produit de contribution significative en terme d'aide humanitaire d'urgence, de diminution de la pauvreté et de mise en place de projets de développement primordiaux. »

L'intervention militaire du Canada en Afghanistan n'a rien à voir avec l'aide humanitaire ou la promotion de la démocratie.

Le gouvernement Karzai défendu par les troupes canadiennes est un régime fantoche mis en place par Washington et croulant sous la corruption. Le parlement afghan, ce supposé symbole de la démocratie après le renversement du gouvernement taliban, est composé en majorité de seigneurs de la guerre et de barons de l'opium. Les victimes civiles sous les bombardements américains et les balles des troupes d'occupation canadiennes et autres deviennent plus nombreuses.

En prenant une part active à la guerre lancée par Washington en Afghanistan, l'élite dirigeante canadienne a cherché à se rapprocher de la classe dirigeante américaine, avec laquelle elle entretient depuis des décennies une relation payante, quoique subordonnée. Il s'agit pour la grande entreprise canadienne non seulement de se positionner dans le nouveau partage du monde lancé sous l'impulsion de Washington, mais aussi de faire valoir ses propres intérêts géopolitiques dans la région riche en pétrole et gaz naturel de l'Asie centrale, sur laquelle l'Afghanistan offre une porte d'entrée.

Le gouvernement conservateur de Stephen Harper, en intensifiant les opérations militaires lancées en Afghanistan par le gouvernement libéral précédent de Chrétien-Martin, agit au nom des sections les plus puissantes de l'élite dirigeante canadienne. Le tournant militariste qu'il a opéré dans la politique étrangère du Canada, en suivant les traces des libéraux, jouit d'un soutien universel au sein de l'establishment politique et médiatique.

Les divergences exprimées par les partis d'opposition, tels que le Bloc québécois, le NPD social-démocrate ou les libéraux, n'ont pas un caractère de principe, mais tactique. Tous trois maintiennent le droit du Canada, c'est-à-dire de sa classe dirigeante, d'envoyer des jeunes Canadiens et Canadiennes à des milliers de kilomètres pour tuer et se faire tuer afin de préserver les intérêts économiques et géostratégiques de la grande entreprise canadienne.

Le chef libéral, Stéphane Dion, a défendu les « missions » lancées en Afghanistan par les gouvernements libéraux précédents comme étant « destinées à améliorer les conditions de vie des Afghans, la paix mondiale et la sécurité du Canada ». Le Bloc québécois « a appuyé cette intervention internationale depuis le début et continue de l'appuyer », selon son chef Gilles Duceppe, qui la considère d'ailleurs comme une « noble cause » visant à « aider un peuple parmi les plus démunis de la planète ». Quant au chef du NPD, Jack Layton, il a déclaré que « le Canada sera appelé par moments à livrer bataille » et s'il s'agit des « bonnes batailles », le NPD « les soutiendra avec conviction », comme « nous l'avons fait dans le passé », citant notamment la Deuxième Guerre mondiale et la guerre de Corée.

Si les partis d'opposition condamnent l'implication accrue des forces armées canadiennes

en Afghanistan – y compris les plans des conservateurs pour la prolonger au-delà de 2009 – c'est parce qu'elle représente à leurs yeux une mauvaise utilisation de la capacité militaire limitée du Canada et l'expression d'un rapprochement trop étroit avec les États-Unis qui mine l'influence géopolitique du Canada dans le monde.

C'est ce qu'entend Layton lorsqu'il dit qu'il faut « réévaluer le rôle du Canada dans la guerre de George Bush » et parle d'une « dégradation de la crédibilité internationale du Canada en matière de droit international ». Duceppe déplore également qu'« en se collant d'aussi près aux politiques de l'administration Bush », le gouvernement Harper ait « isolé le Canada de plusieurs de ses partenaires sur la scène internationale ».

Pas une seule voix ne s'élève au sein des partis politiques établis ou des médias officiels pour demander le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes canadiennes et étrangères qui ont envahi l'Afghanistan et exiger que les responsables politiques de cette guerre d'agression contre un pays appauvri soient appelés à en rendre compte.

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Richard Dufour](#), [WSWS](#), 2007

Articles Par : [Richard Dufour](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca